

Renforcement des capacités des pauvres Le Sénégal, la Mauritanie et le Mali s'engagent avec le BIT

Par le biais de son Bureau Sous-régional pour le Sahel, l'Organisation Internationale du Travail (Bit) a lancé, le 26 Mai 2004 à Dakar, le projet sur le "Renforcement des Capacités Productives des Pauvres".

Trois pays, la Mauritanie, le Mali et le Sénégal ont, pendant 48 heures, réfléchi sur la "formation et la promotion de l'entrepreneuriat coopératif et associatif" ayant pour finalité, de contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural et périurbain, par l'obtention d'emplois décents. A L'hôtel Savana où se tenait la rencontre, en plus des organisations associatives, on notait la présence des organisations patronales syndicales et gouvernementales. Le projet que l'OIT vient de proposer aux trois pays va permettre de déboucher sur une dynamique sous régionale socialement bien assise, solidaire et intégrée du tissu associatif. C'est dans ce contexte que les assises de Savana ont abouti sur la dénomination de: FORCE/LCP (formation pour le renforcement des capacités des coopératives et des associations pour l'Entrepreneuriat Lutte contre la Pauvreté). Ce projet d'un montant d'un million de dollars US, concerne le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, et aura comme cadre d'intervention, pour les zones de Tambacounda, Fatick, Kaolack et Dakar. C'est après avoir répertorié les problèmes des

uns et des autres à travers un diagnostic qui a fait ressortir entre autres "la faiblesse des organisations, l'auto-assistance, l'analphabétisme, le sous-emploi et les revenus précaires", que l'on est arrivé au "but et objectifs du projet". Il apparaît ainsi que c'est en contribuant à la réduction de la pauvreté par la promotion et la création d'emploi et de revenus décents, à travers l'entrepreneuriat coopératif et associatif, que les hommes et les femmes en milieu urbain et rural seront outillés pour faire face à la gestion de leurs entreprises. Autres avantages, la création d'emplois "décents", l'appui des partenaires extérieurs, pour arriver à un capital expérience susceptible de contribuer à la promotion "d'un cadre institutionnel plus favorable à la diffusion des méthodes".

Les axes d'intervention des trois pays sont pour le Mali: L'emploi des jeunes avec "la promotion d'emploi et de revenus décents". Pour la Mauritanie, l'accent est mis sur la promotion féminine, à travers "la micro finance au service de l'entrepreneuriat féminin", pour un coup de pouce aux organisations coopératives et associatives. Quant au Sénégal, ses représentants ont axé leur intervention sur "l'extension de la protection sociale à travers le dialogue social", avec une dynamique de l'économie informelle. Par ailleurs, pour que les organisations des trois pays puissent valoriser leurs différentes expériences, un Comité Technique Régional "pour partager et impulser la réflexion

et assurer la cohésion" devrait voir le jour incessamment. Dans cette dynamique, une mission du BIT se rendra en Mauritanie, au Mali et au Sénégal en juin prochain, pour travailler en symbiose avec ces pays, sur la thématique du renforcement des capacités productives des pauvres. Pour Mme Fatime Ndiaye, Conseiller Technique du projet, celui-ci a pour objectifs prioritaires: 'de promouvoir l'emploi décent auprès des populations pauvres par l'entrepreneuriat coopératif et associatif et notamment à travers l'alphabétisation, la formation et le renforcement de leurs organisations'. L'approche genre a aussi plané sur les travaux au cours desquels, l'équité entre hommes et femmes a été passée au crible. "Les contraintes sociales qui pèsent sur elles (les femmes) entravent leur compétences dans plusieurs domaines, l'approche genre ne doit pas être une obligation mais une négociation", a renchérit Mme Ndiaye. Monsieur André Bogui Conseiller Régional pour le Développement et le Management des Entreprises de l'OIT dans le Sahel, lui, confie que "depuis 1944, le BIT qui lutte contre la pauvreté soutient que celle-ci constitue un danger pour tous". Revenant sur le projet FORCE/LCP, M. Bogui souligne qu'il "est novateur et va reposer sur une exécution nationale. Il s'agira d'un plan d'action basé sur des besoins que les pays auront eux-mêmes identifiés".

Sud quotidien du 26 mai